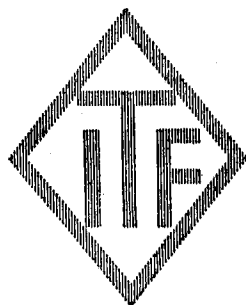


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUS LES QUINZES JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

Internationale fasciste (I.T.F.) "Der Grundstein", l'or-  
gane du Front allemand du Tra-  
vail pour la propagande parmi les ouvriers du bâtiment,  
annonce dans son numéro du 11 mai 1938: "Depuis septem-  
bre 1937, M. Giuliani, chargé de mandats spéciaux, séjourne  
à Berlin, en qualité de représentant de Tullio Cianetti,  
le président du mouvement ouvrier fasciste, en tant  
qu'intermédiaire auprès du Dr. Ley, le chef du Front alle-  
mand du Travail... dans le but de rendre plus étroite en-  
core la cordiale collaboration entre le mouvement ouvrier  
fasciste et le Front allemand du Travail." Les chefs des  
organisations fascistes et nationales-socialistes se  
communiquent leurs expériences sur les méthodes les plus  
efficaces d'espionnage et d'asservissement des travailleurs.



Pas de relations avec des jeunes  
des Nazis ou des fascistes! - ainsi  
répliquent à Berlin les syndica-  
liste anglais.

à Rome  
doit se réunir en juin de cette année. Elle invite les Centrales syndi-  
cales nationales affiliées à prendre des mesures -- surtout auprès des  
organisations sportives et d'éducation ouvrière, afin de prévenir des  
delegations soient envoyées à ce congrès. L'unique but en est la glori-  
fication de l'organisation fasciste de "Kraft durch Freude", ainsi que  
d'autres organisations érigées par les dictateurs sur les décombres du  
mouvement syndical libre.

Le Conseil général des trade-unions britanniques déclare  
ne vouloir rien avoir à voir avec ce Congrès mondial ainsi qu'il l'a fait  
pour le "Congrès international des Loisirs Ouvriers" convoqué à Los-Ange-  
les en 1932 et le congrès analogue tenu à Hambourg en 1936. Le Congrès  
international de Rome sera précédé par un congrès national (allemand)  
de "Kraft durch Freude" convoqué à Hambourg.

Le Conseil général des trades-unions espère qu'aucun  
syndicaliste ne se laissera induire en erreur par cette propagande fas-  
ciste et il émet l'espoir que personne n'acceptera une invitation de  
prendre part à ce prétendu congrès mondial, pas plus comme délégué que  
comme auditeur ("Industrial News, organe des trades-unions 1938).

Cette réponse nette et claire de la part des syndicalis-  
tes anglais à la propagande nazie a été ignorée par Berlin. Fin avril  
encore, la presse mise au pas communiquait aux ouvriers allemands l'inf-  
ormation mensongère que des syndicalistes anglais se prêteraient aux ma-  
noeuvres du Front allemand du Travail en prenant part aux assises.

La propagande étrangère des Nazis. (I.T.F.) Une exposition de propagande  
pour "Kraft durch Freude", agence de  
voyages et Association de récréation du Front allemand du Travail, a été

ouverte à Athènes le 3 mai. Lors de l'inauguration, le Dr. Ley déclara: "Jamais encore jusqu'ici, un peuple n'a présenté ses idées politiques dans le monde sous la bannière de la joie." (Angriff, N° 107 du 5 mai 1938). L'Allemagne nazie le fait aujourd'hui.

Sous le prétexte de préconiser un aménagement des loisirs ouvrier selon des conceptions modernes, les Nazis font de la propagande pour leur "conception nationale" de subjugation des travailleurs.

Göring et les ouvriers d'un pays conquis. (I.T.F.) Göring, le dictateur du Plan quadriennal hitlerien, a entrepris un voyage à travers l'Autriche et a fait

quelques discours dont il ressort clairement comment les Nazis traitent les travailleurs "apparentés" d'un pays conquis. "Chômage se traduit par paresse" s'entendirent reprocher les sans-travail. "Il vous faut travailler et même dur... pas seulement huit heures par jour... mais comme vous ne l'avez jamais fait auparavant... Seul celui qui sait mettre la main à la pâte et travailler ferme, peut s'attendre à un meilleur avenir. J'ordonne que l'on se mette au travail." (Discours du 13, 14 et 16 mai d'après le "Neue Wiener Tageblatt" du 14, 15 et 17 mai.)

Recul de la consommation en Italie (I.T.F.) Suivant des relevés de l'Union fasciste des commerçants de la province de Milan, les quantités de denrées alimentaires vendues à Milan sont restées en 1937 de près de 25% au-dessous du niveau de 1934, c'est-à-dire avant l'agression contre l'Ethiopie.

En Italie le pain devient de plus en plus mauvais. (I.T.F.) A partir du 20 mai, les boulangers italiens ne peuvent plus servir pour le pain blanc que d'un mélange de 80% de farine de froment et de 20% d'autres ingrédients. Comme autres ingrédients, ils ne peuvent employer que de la farine de maïs ou de légumineuses.

En automne 1937 on avait décrété que la dose d'autres ingrédients serait de 5%, le 1er décembre 1937 elle fut augmentée à 10% et à présent, 15 jours après la visite d'Hitler, on l'a portée à 20%.

Les affections d'estomac parmi les ouvriers allemands. (I.T.F.) Un médecin écrit dans l'hebdomadaire médical allemand (N° du 8 avril): "Suivant les statistiques établies pour différentes entreprises, ici à Cassel, le nombre des ouvriers atteints d'affections de l'estomac et des intestins était en moyenne de 5 à 7%; lorsqu'on y ajoute les cas d'affections biliaires, du foie, des reins et diabétiques, le nombre augmente jusqu'à 8-9%. En admettant un pourcentage de 6 à 8% pour le nombre des travailleurs atteints par les maladies sus-visées, on arrive à un chiffre de 600 à 800 sur 10.000 salariés."

L'asservissement des jeunes ouvriers agricoles allemands. (I.T.F.) En Poméranie, une des citadelles des grands propriétaires fonciers allemands, l'ordonnance collective pour les ouvriers agricoles vient d'être modifiée pour la troisième fois dans une période de 3 ans et cela d'une manière très caractéristique des conditions existant dans le Troisième Reich. Le fonctionnaire du ministère du Travail chargé de surveiller les taux des salaires, commissaire au travail pour la Poméranie, l'amiral Claassen. Cet amiral avait décrété (le 2 avril 1935) que les jeunes ouvriers agricoles ne toucheraient le jour de paye que les deux tiers de leur salaire et que leurs patrons garderaient le troisième tiers et ne le leur remettraient qu'après la récolte à la fin de l'année de travail. En les obligeant de la sorte à verser ce cautionnement, on a voulu rendre difficile aux jeunes de quitter leur place pour un emploi mieux rétribué. Durant l'Empire allemand des méthodes analogues étaient courantes chez les hobereaux. C'est pourquoi on a stipulé après l'effondrement de l'Empire (dans l'ordonnance provisoire sur le travail agricole (article 10) qu'il était interdit de retenir passagèrement plus d'un quart du salaire en espèces. Cette disposition n'a pas été abolie jusqu'à présent. Le tribunal prud'homal national a par conséquent dû déclarer (le 24 février 1937) que l'ancien amiral n'avait point le droit d'autoriser les hobereaux à retenir tout un tiers du salaire. La mesure contraire aux lois a donc été modifiée le 21 mai 1937. A présent toutefois, les hobereaux ont obtenu la réintroduction de l'ancienne disposition. Le Commissaire du travail a décidé que le salaire en espèces des jeunes ouvriers agricoles, hommes et

et des valets de ferme seraient réduits de 2 à 5 marks par mois. En même temps il introduisit une " prime de récolte " de 2 à 5 marks payable pendant les mois d'avril à octobre. Les jeunes ouvriers et ouvrières qui "au 31 octobre sont encore au service de l'employeur" sont toutefois seuls à pouvoir faire valoir des titres à cette prime. De cette manière on a divisé le salaire des jeunes travailleurs des champs en deux parties. Les primes de récolte qui, pour certains âges, vont jusqu'à 19% du salaire, sont retenues aux jeunes ouvriers en guise de "cautionnement et ne leur sont remises qu'après la récolte. Avec cela, le patron a encore le droit de retenir passagèrement un quart du salaire de base. Dans ces circonstances un ouvrier agricole de 17 ans reçoit pendant les mois d'avril à octobre, au lieu des 27 marks auxquels il a droit, seulement 16,50 marks et on peut lui retenir les 10,50 marks. Les hobereaux de Poméranie ont imposé leur volonté. L'asservissement de leurs jeunes travailleurs agricoles a été revêtu d'un caractère légal. Encore quelques restes de la "révolution" qu'on déblaie!

L'année de service obligatoire sert à avilir les salaires. (I.T.F.) En Allemagne, les jeunes filles de moins de 25 ans, ne peuvent sur l'ordre de Göring être embauchées que dans certaines industries et administrations d'un intérêt vital en temps de guerre. Dans la majorité des professions, il leur faut, pour pouvoir être employées, remettre les preuves d'avoir accompli une année de travaux agricoles ou domestiques. Cette année de service obligatoire doit servir -- comme on pouvait s'y attendre-- à déprimer les salaires. Le Commissaire au Travail pour la Silésie, a déjà dû aller jusqu'à mettre en garde ouvertement "contre une exploitation égoïste de la main-d'œuvre juvénile faisant son année de service obligatoire" ("Breslauer Neueste Nachrichten" N° du 14 mai). (Voir pour l'année de service obligatoire le N° de "Fascisme" du 5 mars, page 28.)

Encore des réductions pour les travailleurs des services publics. (I.T.F.) Un mandataire spécial du ministère du Travail allemand a abrogé le 25 avril (avec effet rétroactif du 1er avril, commencement de l'année budgétaire) les ordonnances collectives réglant jusqu'ici les revenus et conditions de travail des ouvriers et employés de presque toutes les administrations et entreprises municipales des provinces et du Reich. Pour la majorité de ces administrations et entreprises, des contrats collectifs conclus autrefois par les organisations syndicales libres étaient restés en vigueur comme ordonnances collectives reconnues par le ministre du Travail nazi. A présent le mandataire spécial du ministère du Travail a substitué à ces contrats une nouvelle ordonnance collective pour les employés des services publics, une pour les ouvriers des services publics et une réglementation-type pour le personnel des tramways. Toutes ces ordonnances ont été dictées par le ministre au nom de tous les pouvoirs publics employeurs. Les salariés intéressés n'ont point été interrogés quant à leurs désirs; on comprendra que les conditions s'en ressentent!

Les nouveaux revenus ont été fixés en partie, à des taux considérablement au-dessous de ce que payaient jusqu'ici les grandes entreprises et administrations publiques. Il en est résulté de l'effervescence. On proteste -- ainsi le "Angriff", le quotidien du Front allemand du Travail, du 19 mai 1938-- contre le fait "que par les nouvelles dispositions les revenus des employés et ouvriers ont été avilis en comparaison de ce qu'ils touchaient jusqu'ici. Le Front du travail, toutefois, lance des manifestes disant qu'"un pareil avilissement a été exclu par des stipulations spéciales!"

Or, il faut savoir qu'en effet les nouvelles ordonnances garantissent à ceux qui étaient en service le 1er avril 1938, l'ancien revenu, au moyen d'une allocation de compensation en sus des nouveaux taux, inférieurs. Les nouveaux engagés toutefois n'ont droit qu'aux nouveaux tarifs plus bas et ceux également qui étaient au service des pouvoirs publics au 1er avril ne peuvent faire valoir des titres à l'allocation de compensation qu'aussi longtemps qu'ils fournissent un travail "semblable ou assimilable à leurs occupations actuelles".

De la sorte les Nazis procèdent pour la deuxième fois à un avilissement du niveau de rétribution du personnel des services publics.

L'assimilation ordonnée en 1931 par les cabinets Brüning des salaires des ouvriers municipaux à ceux, plus bas, des ouvriers du Reich, n'a dans le temps pas pu être entièrement mise à exécution à la suite de la résistance du syndicat libre. Après l'anéantissement de ce syndicat les Nazis ont toutefois, dans une série de villes "appliqué les arrêtés

en question et réduit en conséquence les revenus des ouvriers municipaux.

A présent le deuxième nivellement des salaires a été pratiqué, dans les services publics. Et cette fois la mesure a un caractère général. Dans les localités où une forte représentation ouvrière dans les conseils municipaux avait influencé dans un sens progressiste la politique de salaires de la municipalité, l'anéantissement par les Nazis de l'autonomie des communes fait à présent pleinement sentir ses effets. Les salaires élevés que les municipalités ouvrières payaient, au dire des Nazis "pour des motifs politiques", ont maintenant été avilis.

Ce que vola le Front allemand du Travail. (I.T.F.) Le Bulletin officiel du Reich publie (le 28 avril) une liste de toutes les organisations et associations dont le Front du Travail a aliéné la fortune. La liste ne contient pas moins de 834 noms; 453 noms d'organisations syndicales, d'immeubles syndicaux, de maisons de vacances, de caisses ouvrières d'assurance-décès et 381 noms de groupements patronaux locaux, de syndicats jaunes et de groupements ne faisant partie d'aucune centrale.

La fortune des organisations syndicales libres a été volée le 2 mai 1938, celle des syndicats chrétiens en juin 1933, les jaunes ont de leur plein gré transféré leurs biens au Front allemand du Travail. De la part des organisations patronales le Front du Travail n'a pas touché grand'chose, car on n'a pas confisqué leur fortune par surprise mais on leur a laissé le temps jusqu'au 10 décembre 1937 de transférer leur fortune aux organisations d'employeurs expressément reconnues par Hitler sous le nom de "organisations de l'économie industrielle".

La liste ne mentionne pas la valeur des biens ouvriers volés.

Les salaires "les plus bas" d'Allemagne ont été réduits. (I.T.F.) En 1929, année de prospérité économique, les salaires des ouvriers forestiers étaient le plus

élevé. Pendant la crise économique, ils furent diminués et en 1933 ils étaient si bas que les nationaux-socialistes devaient, dans un "Appel aux ouvriers forestiers et agricoles" déclarer: "Nous savons que chez vous la misère est la plus grande; nous savons aussi que vos salaires sont les plus défavorables et les plus bas de tout le peuple" (Der Landarbeiter, 15 mai 1933). Les Nazis promirent des améliorations; à la place de cela ils ont à présent, dans une nouvelle ordonnance pour le personnel des entreprises forestières de l'Etat, non pas seulement pas amélioré mais même en partie avili davantage les salaires "les plus bas de tout le peuple".

D'après un tableau établi par la Fédération internationale des ouvriers agricoles, les salaires des ouvriers forestiers âgés de plus de 21 ans et travaillant dans des entreprises de l'Etat s'élevaient par exemple:

		Dans la classe de lieux de résidence					
		I	II	III	IV	V	
Prusse	en 1929	à 63	62	61	60	--	pfennigs
	1932	55	54	53	53	--	"
	1938	52	51	50	49	44	"
Bavière	1929	65	61	58	--	--	"
	1932	53	49	--	--	--	"
	1938	51	47	45	--	--	"
Bade	1929	79	74	70	66	--	"
	1932	59	51	47	--	--	"
	1938	59	51	--	--	--	"

Les salaires aux pièces étaient en 1925 de 25 à 30% supérieurs aux salaires horaires; aujourd'hui ils ne sont plus supérieurs que de 20% aux salaires horaires, plus bas.

Dans les entreprises forestières des Etats la situation est favorable; les propriétaires de forêts gagnent gros mais les "citoyens" ouvriers forestiers se voient réduire leurs maigres revenus.

Krupp fait des économies sur les malades. (I.T.F.) Les établissements Krupp, le grand consortium de guerre allemand, n'ont pu dans leur dernier bilan dissimuler qu'une partie des bénéfices réalisés. La société reconnaît un excédent de recettes de 316,6 millions, soit du double du capital-actions. On voit que Krupp a su profiter de l'accélération du rythme du travail, de l'exploitation plus poussée de ses ouvriers.

Tant en ce qui concerne les ouvriers au service de Krupp, des renseignements à leur sujet sont donnés par le rapport annuel de la caisse d'assurance-maladie de la société Krupp, rapport qui accuse une augmentation ultérieure du degré de morbidité. Le pourcentage des malades a passé de 2,67% (1936) à près de 3% (1937). L'accroissement continu du degré de maladie a fait diminuer davantage la fortune de la caisse d'assurance ; elle est en ce moment, --en faisant abstraction des années d'inflation-- plus basse par adhérent qu'elle ne l'a plus été depuis 36 ans. Krupp n'a pas songé toutefois à verser quelques subventions à la caisse d'assurances de son entreprise des millions gagnés par lui sur les armements. C'est pourquoi la caisse d'assurance a dû, ainsi lisons-nous dans le rapport, s'imposer dans ses dépenses des restrictions qui sont regrettables. Certaines procédés thérapeutiques par exemple n'ont pas pu être pratiqués dans toute l'ampleur souhaitable. La caisse a dû statuer avec plus de rigueur sur des requêtes de ses ouvriers tendant à obtenir des subventions pour payer les frais de cures dans une station thermale ou climaterique, pour payer les frais de dentiste etc." (Nationalzeitung Essen N° du 6 avril 1938).

Le chef de la caisse d'assurance-maladie des usines Krupp a signalé en été 1937, ouvertement, l'impérieuse nécessité de pratiquer à nouveau plus tôt et sur une plus grande échelle des traitements thérapeutiques (Voir brochure "100 Jahre Kruppsche Betriebskrankenkasse, page 182). Ce recours à la publicité n'a servi à rien. Le citoyen Krupp ne gagne toujours pas assez à son gré, il fait des économies aux dépens de ses ouvriers surmenés.

Piteuses fêtes de mai en Allemagne (I.T.F.) Vu que le 1er mai tombait un dimanche, les Nazis avaient pris des mesures spéciales pour contraindre les ouvriers à prendre part aux cortèges. La plus grande entreprise allemande, la Reichsbahn annonça le 30 mars à ses ouvriers que tous ceux qui prendraient part au cortège du 1er mai toucheraient 2.-marks. Ceux qui n'y prendraient pas part, n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes quant aux conséquences--la révocation! Bien des chefs de dépôts craignant que les deux marks promis ne constitueraient pas un attrait suffisant et que la menace ne serait pas prise au sérieux, exigèrent que leurs subalternes se présentent au service le dimanche. C'était donc du service. Les personnels quittèrent les dépôts en groupes. Dans la rue ils étaient accueillis par les SS qui les menaient, en les escortant des deux côtés comme des prisonniers à l'endroit où devait se dérouler la cérémonie.

Dans bien des localités, les cortèges d'ouvriers ainsi rassemblés par la force, marchèrent vers le lieu de réunion comme des troupes de prisonniers. On n'entendait aucun chant. Seul le commandement des SS. "chantez" se faisait entendre. Dans quelques villes une partie des ouvriers réussirent à rompre le barrage des SS, mais dans les villes "rouges" on avait eu soin de renforcer la surveillance des SS. aux carrefours qui, l'expérience l'avait appris, se prêtent le mieux pour s'évader d'un cortège.

Le soir du 1er mai il y eut dans quelques villes des bagarres. A cette occasion bien des SS. qui avaient fait partie du barrage, reçurent une bastonnade bien méritée.

Les prix montent en Autriche. (I.T.F.) Bien que le Commissaire d'Hitler ait décrété qu'en Autriche les prix ne peuvent pas être majorés, la viande de mouton bon marché a renchéri de 1 à 1,20 le kg. C'est là une augmentation de près d'un tiers. Le lard a augmenté de 2,80 à 3,80 schillings le kg, le saindoux a soudainement entièrement disparu du commerce; probablement l'exporte-t-on en Allemagne. Les oeufs coûtent à Vienne 13 groschen pièce. C'est ce qu'ils coûtaient déjà il y a quelque six semaines quoique le prix des oeufs baisse toujours au printemps.

Les magasins sont vidés à Vienne. (I.T.F.) Nous reproduisons d'une lettre: "... Je crois que dans quelques semaines les magasins à Vienne seront à peu près vides.. à tel point on achète des tissus. La plupart du temps ce sont des gens d'Allemagne qui achètent. Je ne me doutais pas que les gens achetaient à tel point et lorsque je l'ai appris, je suis allée chez mon tailleur dont nous sommes clients depuis 20 ans déjà, car nous voulions encore nous faire faire des manteaux. Il y avait tant de monde, les femmes se battaient autour de chaque pièce de tissu et pour finir il nous a mis à la porte bien qu'il ait toujours gagné beaucoup d'argent grâce à nous. Je n'ai plus rien eu. Alors je me suis acheté d'autres articles dont j'avais besoin, des chaussures, de la laine et d'autres articles qui bientôt seront rares

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

La misère des ouvriers des ports (I.T.F.) "Der Ruhrarbeiter", l'organe hebdomadaire du Front du travail pour l'Allemagne occidentale, écrit au sujet de la situation des ouvriers non permanents dans les ports intérieurs de l'Allemagne occidentale (N° du 20 mai 1938): "Alors qu'à Duisbourg-Ruhrort il existe des salaires bruts de 19 marks par semaine, le salaire moyen à Dusseldorf n'est que de la moitié. Dans le port rhénan de Krefeld-Uerdingen, on paie encore un peu plus mal."

Dans le plus grand port fluvial allemand, un ouvrier non permanent peut donc atteindre 19 marks par semaine. Sur cette somme on lui retient encore 3 à 4 marks de manière qu'il peut s'estimer heureux les fois qu'il lui arrive de rentrer chez lui avec 15 à 16 marks. A Dusseldorf un ouvrier de cette catégorie doit être heureux lorsque, à la fin de la semaine, il reçoit 7,50 à 8 marks et à Krefeld-Uerdingen "on paie encore un peu plus mal"! Honneur à Hitler!

Les conducteurs d'automobile "libérés" par Hitler doivent faire des heures supplémentaires non retribuées. (I.T.F.) Dans un "Appel à tous les chefs d'entreprises de transports automobiles du Palatinat sarrois" le commissaire du travail pour cette région décrit comme suit le paradis de la communauté populaire dans lequel doivent vivre depuis plus de trois ans les chauffeurs de la Sarre "libérés" en janvier 1935 par les Nazis: "Bien des employeurs dans l'industrie des transports automobiles font travailler leurs chauffeurs bien au-delà des limites stipulées\* par les ordonnances et par la loi. Avec cela, les heures supplémentaires sujettes à rémunération n'ont souvent pas été payées." (Reproduit par la "Freiheit-Korrespondenz" du journal "Rheinfront" du 5 mai 1938.)

\* il veut dire: "permises".

Effervescence dans les ports (I.T.F.) "Die Schifffahrt" l'organe clandestin des travailleurs syndicalistes allemands des transports par eau, écrit: L'hiver dernier on a une fois de plus trié les dockers du port de Hambourg. Quelque 1.200 ouvriers ont graduellement été exclus des listes des offices de placement et contraints alors à aller faire des travaux de terrassement. Une bonne partie des dockers hambourgeois ne font plus, depuis décembre 1937, que deux à trois journées de travail par semaine. Aussi l'état d'esprit que l'on peut constater partout chez les débardeurs à bord des navires, correspond bien à cette situation. Jamais encore les échanges d'opinions entre marins et dockers n'ont été aussi actifs et fréquents qu'actuellement. A Brême et dans la majorité des ports de la Baltique, il en est de même.

La "Schifffahrt" incite les marins et bateliers: "Renseignez-vous sur les conditions et l'état d'esprit dans les ports allemands! Renseignez aussi cependant les ouvriers des ports sur l'état d'esprit à l'étranger et sur notre oeuvre commune."

La nourriture à bord des cargos italiens. (I.T.F.) Les plaintes des marins italiens au sujet de l'insuffisance de la nourriture à bord, ont à tel

point augmenté qu'une conférence de délégués des marins convoquée par la Fédération nationale fasciste des gens de mer a dû s'en occuper, "Il ressortait (à cette conférence) d'un ample examen de la situation à bord, notamment à bord des navires de charge, que la nourriture n'est pas toujours conforme au tableau des rations annexé au contrat national d'enrôlement pour les équipages des cargos supérieurs à 50 tonneaux de jauge brute"--ainsi écrit le "Lavoro Fascista" du 3 mai 1938. Or, si la censure fasciste permet qu'on parle de nourriture "pas toujours" conforme aux prescriptions, cela veut dire que la situation laisse à désirer sur bien des navires. La responsabilité en retombe, selon l'avis de la conférence, sur les amateurs éduqués par 12 années de "communauté populaire" fasciste. La majorité des délégués à la conférence exigèrent que "le personnel soit mis en mesure de contrôler la nourriture". Sous l'impression des griefs formulés, le secrétaire fédéral nommé par les autorités déclara estimer "plus opportune que jamais l'institution (à bord) de commissions de contrôle des vivres"! Il n'est guère probable que ces commissions soient créées à bord de bâtiments italiens. Le fait que les marins n'ont plus confiance dans les méthodes de la politique syndicale "autoritaire" et exigent des organes de contrôle démocratiques est caractéristique de l'état d'esprit à bord des bâtiments italiens. cependant